

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

27^{ème} année - N°5189 - Mardi 25 Août 2026 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ :

Les Malgaches réclament une ambassade



COMET Comores :
Les éco-talents appelés à faire rayonner le tourisme durable

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

11 Rabiwul - Awal 1448
Prières aux heures officielles
Du 21 au 26 Août 2026

Lever du soleil:

06h 14mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 17mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE : À Mwali comme à Ngazidja, l'AMG change des vies

Lancée en décembre 2025, l'Assurance Maladie Généralisée (AMG) est une grande réforme de santé sociale aux Comores. Portée par le ministère de la santé avec l'appui de la France et de l'AFD, elle finance la cotisation des ménages vulnérables et allège leurs frais à l'hôpital public.

Huit mois après son déploiement à Mohéli, les effets sont visibles. À Wanani, Anfane Abdou a soigné son fils atteint de paludisme sans déboursier un franc. À M'beni, en Grande Comore, Mariama Abderrmane a connu le même soulagement. Deux îles, deux parcours, une carte qui protège de la dette. Ils ne se connaissent pas. L'un cultive la terre à Mwali, l'autre tient un commerce à M'beni. Leur point commun est la carte AMG et la certitude de se soigner sans s'endetter. À Wanani, Anfane Abdou, 42 ans, cultivateur

et père de quatre enfants, vit au rythme des saisons. « Avant, quand quelqu'un tombait malade, on calculait. On avait peur de l'hôpital à cause de l'argent », raconte-t-il.

Le déclic est survenu pendant la saison des pluies. Son fils de sept ans a eu une forte fièvre. Admis au centre de santé, puis transféré à Fomboni, il a été pris en charge intégralement. « Je vous le dis franchement, je n'ai sorti aucun franc. Ni pour la consultation, ni pour les piqûres, ni pour le lit. L'agent m'a dit : 'Monsieur, vous êtes inscrit à l'AMG, tout est pris en charge'. Ce jour-là, j'ai compris la solidarité », confia-t-il. Avant, il aurait fallu vendre une chèvre ou emprunter. « Cette fois, je me suis seulement occupé de guérir mon enfant. Pas de dette après. »

À M'beni, Mariama Abderrmane, mère de famille, a utilisé sa carte deux fois. Pendant le dernier Ramadan, son fils de sept ans est tombé malade. « À l'hôpital de M'beni, j'ai payé



A mwali comme Ngazidja

4.500 KMF. J'ai pu faire les courses pour la rupture du jeûne et soigner mon enfant », explique-t-elle. Quelques semaines plus tard, son second enfant s'est gravement blessé. Urgence, hospitalisation, pansements, antibiotiques. Elle

présente sa carte. Le reste à charge est de 4.250 KMF. « 4.250 KMF. J'ai payé et on m'a donné tous les médicaments. L'AMG a fait le reste. Sans cette carte, j'étais finie », témoigne-t-elle, émue.

Deux histoires, un même

message : l'AMG lève le frein financier qui retardait les soins. « Maintenant, on y va directement. Si l'enfant a de la fièvre, on part. On n'attend plus que ça devienne grave », explique Anfane. « Je dis à mes voisines : faites votre carte. C'est un droit.

Le jour où tu en as besoin, tu comprends sa valeur », a ajouté Mariama. À Wanani, Anfane reprend sa houe. « Je suis cultivateur. Je n'ai pas un grand salaire. Mais aujourd'hui, si la maladie frappe, ma famille est protégée. Pour un père, c'est le plus important. » À M'beni, Mariama regarde ses enfants jouer. Son garçon a repris l'école, sa fille va mieux. « Grâce à l'AMG, une mère peut dire : mon enfant est malade, mais je peux le soigner », conclut-elle. De Wanani à M'beni, de zéro franc à 8.750 KMF, l'AMG poursuit son objectif pour une santé accessible, sans dette.

El-Aniou Fatima

POLITIQUE : Mohamed Moutu réélu à la tête de son parti

Lors d'une conférence de presse, organisée dimanche dernier, les responsables du parti politique Naribarikishe ye Komor (NYK) ont annoncé la réélection du Mohamed Moutu à la tête du parti pour un mandat de quatre ans.

Le parti politique Naribarikishe Yi Komori (NYK), est créé en 2023 par Mohamed Fahar Eddine Moutui qui depuis a dirigé le parti NYK pour une période de trois ans. Devant la presse, Salim Youssouf Idjabou, secrétaire général adjoint du parti a rappelé les grandes lignes du programme adopté par les membres de cette jeune formation politique. Devant la presse, le secrétaire général a déclaré : « Nous avons organisé notre deuxième congrès à Mutsamudu du 8 au 9 août dernier. Un congrès pendant lequel nous avons élu les dirigeants de nos cinq fédérations. Notre parti dispose de cinq fédérations (Ngazidja, Ndzuani, Mwali, Mayotte et la



Mohamed Moutu reelu à la tete de son parti

fédération internationale). A l'issue des élections, Aboubacar Halifa est élu dirigeant de la fédération de Ngazidja, Rahmatou Ridjal pour celle de Ndzuani, Adamo pour celle de Mwali, Nadhoim pour celle de Mayotte et Dr Ousseini Youssouf secrétaire général de la fédération

internationale.

Et de poursuivre : « Nous avons profité de ce congrès pour changer la couleur de notre logo et prolonger aussi le mandat des dirigeants de notre parti. La durée est passée de trois à quatre ans. C'est la raison pour laquelle Moutu doit enco-

re diriger le parti jusqu'en 2027 ». Il faut préciser que le parti NYK prône un modèle de développement basé sur la gestion des ressources publiques et l'efficacité de l'action publique. Il propose une vision globale basée sur la transformation politique du pays. Et parmi, ses

priorités on peut citer la reconstruction de l'État et l'amélioration de la gouvernance publique, la relance de l'économie productive et de l'emploi, le développement du capital humain à travers l'éducation, la santé et la formation, et la modernisation des infrastructures.

Présent à la conférence, Mohamed Moutu réélu a regretté : « Le pays est conscient de la manière dont nous sommes dirigés. Offrir un emploi ou encore renouveler l'infrastructure terrestre ne signifie un développement du pays. Il faut trouver un moyen de redonner espoir aux jeunes, créer l'avenir et par là peut-être nos frères mahorais reviendront vers nous. Car sans un développement palpable, l'île sœur de Mayotte ne reviendra pas... ». Et de poursuivre qu'il faut aller vers une transition numérique et écologique et renforcer la cohésion nationale. Ce parti veut proposer une trajectoire de développement crédible, fondée sur les réalités du pays.

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ :

Les Malgaches réclament la réouverture de leur ambassade à Moroni

La communauté malgache résidant aux Comores s'est réunie au stade de Moroni, dimanche 23 août, pour demander la réouverture de l'ambassade de Madagascar à Moroni, afin de faciliter leurs démarches administratives et de bénéficier d'une représentation diplomatique dans le pays.

Les ressortissants malgaches se sont mobilisés pour appeler les nouveaux dirigeants de leur pays à engager les démarches nécessaires à l'ouverture d'une ambassade aux Comores. Selon certaines estimations avancées par les

manifestants, plus de 20 000 Malgaches résideraient actuellement aux Comores. Face à ce nombre important de ressortissants, la diaspora de la Grande île voisine estime qu'elle ne devrait pas rester sans représentation diplomatique. Elle souhaite notamment disposer d'un diplomate officiel capable de défendre ses intérêts et de l'accompagner dans ses démarches administratives lorsque cela est nécessaire. « Nous voulons l'ouverture d'une ambassade malgache aux Comores. Nous avons besoin d'un représentant diplomatique pour défendre nos intérêts et faciliter nos démarches administrati-

ves en cas de besoin. Nous prions les nouveaux dirigeants de notre pays d'engager le plus rapidement possible cette démarche afin que nous puissions avoir notre représentant », pouvait-on lire sur les banderoles brandies lors de la manifestation.

Pour les manifestants, les relations entre les deux pays justifient également la présence d'une représentation diplomatique malgache à Moroni. « Les Comores et Madagascar sont des pays frères. Nous avons des liens historiques, culturels et humains entre les deux nations. Pourtant, Madagascar ne dispose toujours pas d'une ambassa-

de à Moroni. Ce n'est pas normal. Il faut également renforcer nos relations diplomatiques. Cela ne doit pas continuer ainsi, alors que l'Union des Comores dispose d'une ambassade à Madagascar. Les autorités malgaches doivent penser à nous, les Malgaches qui résident aux Comores », a déclaré l'un des manifestants.

Il faut rappeler que le président Azali Assoumani avait pris part, le 26 juin dernier, aux célébrations de la fête de l'indépendance de Madagascar. Cette visite avait notamment été l'occasion pour les deux États de signer plusieurs accords, parmi lesquels celui portant

sur la réouverture de la liaison aérienne entre Moroni et Antananarivo, une mesure destinée à faciliter les déplacements entre les deux pays. Aujourd'hui, après neuf années de fermeture de l'ambassade de Madagascar, la diaspora malgache réclame sa réouverture. À travers cette mobilisation, elle espère avoir une réponse favorable de la part de leur gouvernement. Les manifestants restent confiants et espèrent que les nouveaux dirigeants prendront les dispositions nécessaires pour permettre la réouverture de l'ambassade à Moroni dans les meilleurs délais.

Nassuf Ben Amad

COMET Comores :

Les éco-talents appelés à faire rayonner le tourisme durable

Aux Comores, un nouveau programme entend miser sur les jeunes talents pour renforcer l'attractivité touristique du pays. Baptisé COMET-Comores Eco-Talent, ce dispositif porté par Ghiyada Africa, avec le financement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), vise à accompagner plus de 30 éco-talents et structures dans la valorisation des richesses naturelles, culturelles et environnementales de l'archipel.

Présenté jeudi 20 août à l'Alliance française de Mohéli, le programme COMET Comores Eco-Talent ambitionne de contribuer à la structuration du secteur touristique comorien en misant sur l'entrepreneuriat, la formation et la création d'emplois. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme Destination Éco-Talent, destiné à accompagner des acteurs fran-

cophones disposant d'un potentiel dans les domaines du tourisme, de la nature, de la culture et de l'environnement. Aux Comores, plus de 30 talents et structures doivent bénéficier de cet accompagnement, avec une sélection répartie entre Ngazidja, Ndzuani et Mwali. Pour Essodina Gado, coordinateur de l'incubateur de Ghiyada Africa et présentateur du projet, l'objectif est notamment d'améliorer les conditions de vie des communautés installées autour des sites touristiques, en renforçant leurs capacités et en favorisant l'émergence d'activités économiques durables.

Le choix du nom « COMET » n'est d'ailleurs pas fortuit. Le coordinateur l'explique par une référence à l'identité des Comores, souvent surnommées les « îles de la Lune », ainsi qu'au phénomène astronomique des comètes. « Une comète est constituée notamment de glace et de poussière. Lorsqu'elle se rapproche d'une étoi-

le, la chaleur provoque la formation d'une traînée lumineuse », explique-t-il, voyant dans cette image une métaphore du potentiel des éco-talents comoriens appelés à rayonner. Le programme repose sur trois principaux leviers : Green Adventure, Blue Odyssey et Root. Ils correspondent respectivement à des activités liées à la randonnée et à l'aventure, à la plongée et aux

activités marines, ainsi qu'à la valorisation du patrimoine.

COMET ne prévoit toutefois pas de financer directement les structures participantes ni de conclure des contrats avec des tiers. L'approche privilégie plutôt la formation, l'accompagnement, la digitalisation et la structuration des initiatives existantes, afin de permettre aux bénéficiaires de mieux se positionner dans le

secteur touristique. Le programme, lancé le 20 août, doit se poursuivre jusqu'au 8 septembre 2026. À travers cette initiative, les porteurs du projet espèrent faire émerger une nouvelle génération d'acteurs capables de transformer les richesses naturelles et culturelles des Comores en véritables opportunités économiques et touristiques.

Riwad

CONCOURS D'ENTRÉE EN 6E :

Le seuil fixé à 11 ans indigné les familles

Suite au rappel par le ministère de l'éducation de l'article 6 de la loi d'orientation de 2020 qui fixe à 11 ans l'âge requis pour passer l'entrée en 6e, faisant référence à la révision de la précédente loi n°94-035/AF, l'annonce tardive a plongé les écoles dans le flou. Déjà déposées pour la session 2026, des piles de candidatures se sont retrouvées bloquées et les enfants les plus en avance ont été laissés sur le carreau malgré leur niveau.

Début juin, avant l'examen déjà passé, Bacar Mvoulana a frappé. L'ancien professeur de mathématiques avait alors invoqué la loi d'apprentissage de 2020 : « Un enfant de moins de 10 ans ne peut pas se présenter à l'examen », a-t-il lancé. Sur le papier, le parcours prévoyait le préscolaire

dès 3 ans, le CP à 6 ans max, puis deux ans de CE et deux ans de CM. L'élève arrivait donc à 11 ans au concours. Le ministère a rappelé que le système CP1 et CP2 n'existait plus. Sur le terrain, la réalité a été différente. Beaucoup de privées ont accueilli dès 3 ans et envoyé en CE1 à 6 ans. Des candidats de 9 ou 10 ans, avec le niveau, se sont retrouvés recalés alors que leurs dossiers avaient déjà été collectés.

Le ministre a évoqué une exception pour les surdoués, si l'école saisissait le ministère, ce qui ne serait jamais arrivé. Une procédure floue qui a inquiété les directions. Mouznat Ali Saïd, mère d'un garçon ayant sauté le CE2, s'insurge : « Ne gâchez pas l'opportunité de l'enfant. On nous pousse à l'excellence, et quand il y arrive, on lui ferme la porte. Il a 9 ans, il a le niveau,

pourquoi le pénaliser ? » Ahmed Djabir renchérit d'un ton déçu : « Ma fille a eu 14 au blanc. On m'a dit d'attendre l'an prochain car elle n'a que 10 ans. On casse son rêve d'avoir le bac à 15 ans. C'est injuste, on décourage nos enfants. »

À Oichili, Marie, cadre d'une école privée, appelle à une dérogation : « On ne change pas un cursus en une semaine. Si l'enfant entre à 2 ans en maternelle, il peut avoir 9 ans en CM2. Il faut un dossier pédagogique, pas une interdiction sèche. Harmonisons l'âge d'entrée en maternelle, sinon on punit les familles. » Est-il normal d'être privé d'examen au nom de l'âge quand le mérite est là ? Pour la prochaine rentrée, un sentiment d'inquiétude plane. Les autorités concernées changeront-elles d'avis ?

Hamdi Abdillahi Rahilie



Les éco-talents appelés à faire rayonner le tourisme durable

PROJET CVA :

Premières récoltes à Anjouan

Le vendredi 21 août dernier, le ministre de l'Agriculture, Daniel Bandar, accompagné d'une délégation de son département, s'est rendu au CRDE de Bambao M'tsanga, à Anjouan, pour assister à une étape particulièrement symbolique : la première récolte réalisée dans le cadre du projet CVA 2025-2030, financé par le PNUD et d'autres partenaires.

À travers les CRDE (Centre rural de développement économique) de Pomoni, Bambao M'tsanga et Nyomakele, 21 fermes bénéficient de ce programme consacré au développement des chaînes de valeurs agricoles. Au total, 586 bénéficiaires, dont 30% de femmes, sont concernés par cette initiative qui entend faire de l'agriculture un véritable levier de développement économique, mais aussi une réponse concrète au chômage et au manque d'opportunités pour les jeunes. À Bambao Mtsanga, trois fermes ont déjà donné leurs premiers résultats. La production de manioc est estimée à environ 10 tonnes, tandis que le gingembre et la patate

douce viennent compléter cette première récolte. Derrière ces chiffres se trouvent surtout des hommes et des femmes qui ont choisi de croire en la terre pour construire leur avenir.

Parmi eux, Thouraya Soilihi, mère de trois garçons et technicienne en PIF, préparatrice de pépinières de bananiers, incarne cette nouvelle génération d'agriculteurs. Diplômée en communication de l'Université des Comores, elle a pourtant choisi de s'investir dans l'agriculture. « On a choisi l'agriculture pour se sauver et sauver d'autres. On s'est investi et nous vivons aujourd'hui les avantages de CVA. C'est une bonne stratégie, bien réfléchie. » Son parcours illustre précisément l'enjeu du projet : transformer l'agriculture en secteur créateur d'emplois, y compris pour des jeunes diplômés qui peinent à trouver leur place sur le marché du travail. Le chemin reste cependant semé d'obstacles. Au CRDE de Bambao Mtsanga, l'accès à l'eau demeure le principal défi. Le directeur du centre, Takiouine Ahamadi, parle d'une véritable urgence pour l'irrigation.

« La récolte de patate et de



manioc, c'est une victoire pour la population. Mais le problème phare ici, c'est la carence d'eau. On crève pour l'irrigation. » Le manque de moyens de déplacement constitue également une difficulté pour les producteurs et les équipes sur le terrain. Pour le directeur national, Dr Fouad Mohamed Oussouf, l'objectif dépasse largement une récolte. Il s'agit d'accompagner les CRDE, de renforcer les équipes, de former les acteurs déjà engagés dans les exploitations et, surtout, de faire de l'agriculture un outil de lutte contre la famine et de construction de l'autosuffisance ali-

mentaire. La réponse ne tardera pas, puisqu'une citerne devrait notamment être construite à Bambao Mtsanga dans le cadre du projet AFI-DEV, afin d'apporter une première réponse au problème d'eau. Mais l'ambition est aussi sociale. « Le gouvernement et les partenaires donnent l'opportunité en matière de création d'emplois et de compétitivité », souligne Dr Fouad Mohamed directeur national de la stratégie agricole, qui défend une vision d'augmentation progressive du nombre de CRDE.

Cette dynamique prend tout son

sens dans un pays où la demande d'emploi des jeunes reste particulièrement forte. Le projet « FORCES JEUNES », qui prévoit l'embauche de 600 jeunes Comoriens, en constitue une autre illustration. Sur les 600 postes annoncés, environ 1 500 jeunes ont postulé. Derrière ces candidatures, ce sont 900 jeunes supplémentaires qui expriment directement leur soif de travailler et de participer au développement du pays. La réponse au chômage ne pourra donc pas reposer sur un seul dispositif. Elle devra multiplier les secteurs, les formations et les opportunités. Dans cette perspective, la CVA propose une voie stratégique : « donner aux jeunes non seulement un emploi, mais aussi la possibilité de devenir producteurs », entrepreneurs et acteurs de leur propre développement » insiste Dr Fouad. À Bambao Mtsanga, la première récolte de manioc et de patate douce apparaît ainsi comme bien plus qu'un résultat agricole. C'est le début d'une bataille pour l'emploi, l'autosuffisance alimentaire et la dignité économique d'une jeunesse qui cherche sa place.

Younes

SANTÉ :

L'hôpital de Mitsamiouli l'hôpital renforce son offre de soins spécialisés

Depuis janvier 2026, les habitants du district de Mitsamiouli n'ont plus besoin d'aller à Moroni pour une consultation spécialisée en otorhino-laryngologie, dermatologie et gynécologie. Pour diversifier son offre de soins et éviter aux patients de longs et coûteux déplacements vers Moroni, l'établissement finance sur fonds propres le recrutement de médecins généralistes et de spécialistes vacataires.

En ORL, les consultations sont assurées chaque jeudi. Une présence régulière qui répond à une demande longtemps restée sans réponse dans le nord de l'île, où les patients étaient alors obligés de se rendre à Moroni. Toutefois, l'organisation se veut rigoureuse et humaine. Pour garantir des soins approfondis, la capacité est limitée à quinze patients par session.

Les rendez-vous se prennent directement au 335 83 10. Comme résultat, le délai d'attente est désormais inférieur à deux semaines. Les cas urgents, eux, bénéficient évidemment d'une prise en charge prioritaire. « La liste des quinze patients est pleine tous les jours et des fois où on peut rajouter cinq personnes en cas d'urgence et si la situation le permet. Pour le moment, on reçoit des patients de la région et ses périphéries », explique Laïla Himidi, surveillante générale de l'hôpital. D'après elle, le succès ne se dément pas.

Parmi eux, Amina Mze, mère d'un garçon de neuf ans. Son fils souffrait d'otites à répétition depuis plus d'un an, avec des douleurs nocturnes et une baisse d'audition qui affectait sa scolarité. « Ici, à Mitsamiouli, c'est plus proche, plus rapide, plus accessible. On nous a reçus en moins d'une semaine.



Aujourd'hui, il entend bien, il dort bien, et on continue à surveiller son état. Je suis vraiment reconnaissante. » Un témoignage qui résume l'esprit de cette initiative des soins spécialisés de proximité, enfin à portée des villageois. Une stratégie que ces derniers saluent, car elle réduit les coûts pour les familles,

limite les déplacements parfois éprouvants et renforce la confiance envers le système de santé local.

Interrogé, le Directeur de l'hôpital Zain El-Abidine Abdallah, a déploré le peu d'affectations de médecins relevant de la Fonction publique, y compris les généralistes. Pour assurer et surtout diversifier

l'offre de soins et éviter aux patients de longs et coûteux déplacements vers la capitale, la direction a dû prendre les choses en main. L'établissement recrute désormais sur fonds propres des médecins dont des médecins généralistes et des spécialistes vacataires, notamment en ORL, Dermatologie et gynécologie, et annonce négocier en ce moment avec un chirurgien orthopédique. Une autonomie fragile qui semble peser lourdement sur les finances de la structure. Selon le directeur, l'hôpital assure lui-même la rémunération de près de 80% de son personnel contractuel de l'établissement. Une lourde charge qui limite sa marge de manœuvre pour envisager d'investir dans l'amélioration de la qualité du plateau technique, et assurer la maintenance régulière des équipements et des locaux.

Hamdi Abdillahi Rahilie

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AUX COMORES

Mariama Madi éveille les consciences à l'American Corner

Le 19 août 2026, American Corner a été le théâtre d'une conférence scientifique et technologique d'une importance capitale pour les jeunes. Devant une assemblée attentive composée d'étudiants, bacheliers, professionnels et chercheurs, Mme Mariama Madi a exposé les enjeux de l'ascension fulgurante de l'intelligence artificielle (IA) sous le thème : « IA » : un monde chamboulé, entre les conséquences néfastes et une avancée majeure de la technologie et Quelles pistes de réflexion entre pensée critique, recherche et innovation face à son ascension rapide aux Comores ? Le portrait d'une sismologue comorienne d'exception.

Pour animer un tel débat, il fallait une expertise de haut niveau. Mme Mariama Madi incarne cette nouvelle génération de scientifiques comoriens qui brillent à l'international. Chercheuse sismologue au Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS), elle possède un parcours académique et professionnel impressionnant. Diplômée et

membre de l'Alumni du prestigieux GRIPS (National Graduate Institute for Policy Studies) de Tokyo et de l'IISEE (International Institute of Seismology and Earthquake Engineering) de Tsukuba, au Japon, elle s'est imposée comme une spécialiste reconnue des systèmes d'alerte. Membre du très sélect programme « She Shapes Science Fellowship » 2026 organisé par la CTBTO, elle a également remporté le trophée de la « Meilleure présentation de poster sujet technologie » lors du SnT2025 au Hofburg Palace de Vienne, après avoir co-présidé les ateliers des NDCs à Pékin en 2024.

Risques, opportunités et modèles d'alerte pour les Comores

Durant son intervention, Mariama Madi a structuré son analyse en trois grandes parties. Elle a d'abord décrypté le comportement adaptatif de l'IA et ses mécanismes de prise de décision. Sans détours, elle a abordé la face sombre de cette révolution à savoir les préjugés raciaux, les erreurs de jugement des algorithmes sur les textes d'auteurs, ainsi que



Mariama Madi éveille les consciences à l'American Corner

les dangers sanitaires et psychologiques majeurs, citant notamment la réduction des capacités cognitives et des cas dramatiques de perte de vie d'adolescents liés à l'usage inapproprié de chatbots dans le monde. Cependant, la chercheuse a démontré que l'IA, lorsqu'elle est maîtrisée, devient un formidable levier de développement dans l'éducation, la santé,

la recherche et la gestion des risques naturels.

Pour illustrer son propos, elle a présenté deux modèles d'IA d'alerte combinant l'imagerie satellitaire et des agents IA entraînés. Adaptés aux réalités comoriennes, ces modèles proposent un système d'alerte pour limiter la progression de la délinquance juvénile et un outil de

détection rapide des changements de comportement de l'activité sismovolcanique du Karthala, simulé avec des données réelles pour prouver son utilité opérationnelle dans la protection des populations.

Un message crucial pour la jeunesse comorienne

Pour les jeunes Comoriens, cette conférence a sonné comme un appel à la responsabilité intellectuelle. Mariama Madi a insisté sur le fait que la pensée critique doit rester le pilier central de la réflexion et de la créativité humaine face aux machines. En mettant en garde contre le piège du « copié-collé » systématique favorisé par les grands modèles de langage (LLM) comme ChatGPT, elle a rappelé que cette dépendance passive est un facteur direct de dégradation de la capacité cognitive des jeunes. Pour la jeunesse comorienne, l'enjeu n'est pas de rejeter l'IA, mais d'utiliser sa propre capacité intellectuelle pour produire, chercher et innover de manière autonome et éthique, afin de relever les défis de l'archipel.

Mmagaza

PORT DE BOINGOMA

Les autorités rassurent sur la qualité des travaux

Une délégation gouvernementale s'est rendue jeudi 20 août sur les différents sites liés au futur port de Mohéli, notamment à Mbangani, Domoni et Boingoma. Les autorités ont voulu s'assurer de l'avancement des préparatifs, de la qualité des matériaux utilisés et des mesures prises pour limiter l'impact du chantier sur les infrastructures existantes et l'environnement.

A Mohéli, le chantier du futur port de Boingoma fait l'objet d'un suivi rapproché des autorités. Dans l'après-midi du jeudi 20 août, vers 16 h 30, une délégation officielle s'est rendue sur le site afin de constater l'état d'avancement des travaux et d'échanger avec les responsables du projet sur les méthodes mises en œuvre. La délégation était composée notamment du ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures, Aboubacar Saïd Anli, de la ministre des Transports



Visites des activités au port de Mohéli

aériens et maritimes, Mme Yasmine Hassane Afretane, ainsi que de la gouverneure de l'île de Mohéli, Mme Chamina Mohamed. La visite s'inscrivait dans le cadre d'une tournée de suivi des différents sites du projet, notamment Mbangani et Domoni, où se poursuivent les préparatifs techniques et logistiques.

Sur le chantier de Boingoma, les responsables ont présenté les différentes étapes de construction ainsi

que les dispositifs prévus pour garantir la solidité et la durabilité de l'infrastructure. Djinti Ahamada, secrétaire général au ministère des Transports, a notamment mis en avant l'expertise de l'équipe mobilisée sur le projet.

Selon lui, des techniciens et des experts expérimentés sont engagés afin de veiller au respect des exigences techniques. La qualité des blocs destinés à la construction constitue

également un point de vigilance. Avant leur production en grande quantité, des échantillons sont soumis à une période d'essai puis à des tests de résistance sous forte pression. Cette procédure doit permettre de vérifier leur capacité à supporter les contraintes auxquelles sera soumis le futur ouvrage.

Les éventuels dégâts liés au chantier devront, eux aussi, être réparés. Les autorités ont assuré que

les routes dégradées par le passage des engins, les dommages résultant d'éventuels accidents ou encore les arbres coupés pour les besoins des travaux feront l'objet de mesures correctives. « S'il y a des dégâts causés par nos engins, nous allons les réparer », a notamment assuré Djinti Ahamada.

Présenté comme une infrastructure stratégique pour Mohéli, le futur port de Boingoma doit contribuer au désenclavement de l'île, améliorer le transport maritime et sécuriser le fret. Très attendu par la population et les opérateurs économiques, il est également appelé à renforcer les échanges commerciaux et à soutenir le développement économique de l'île. La visite des autorités intervient ainsi à une étape importante du projet, avec la volonté affichée de suivre l'évolution du chantier et de garantir la qualité des travaux jusqu'à leur aboutissement.

Riwad



Yas prend aussi soin de votre santé

**Avec la mutuelle de santé Yas, les revendeurs, distributeurs
et bénéficiaires accèdent plus facilement aux soins
et profitent d'une protection adaptée.**

Yas, vivons connectés

Yas